



# Projet de gouvernance des ressources naturelles:

**Synergie citoyenne ouest-africaine  
pour la transparence et l'équité  
dans la gestion et la redistribution  
des ressources des industries  
extractives**

**Document d'information**

**Avec l'appui financier de**



**FORD  
FOUNDATION**

**Le Gorée Institute** est une organisation panafricaine de la société civile qui se consacre à la promotion de sociétés pacifiques, autonomes et ouvertes par la recherche, la réflexion et l'intervention directe. C'est un centre d'excellence réputé pour le renforcement des capacités (formation sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits, les processus électoraux, ainsi que le partage d'informations et la diffusion des résultats de la recherche). Nous mettons en œuvre des programmes à caractère régional, national et communautaire.

L'Institut Gorée reste fermement résolu à contribuer à la recherche collective de solutions aux menaces continues résultant de la mauvaise gouvernance des ressources naturelles à travers les pays riches en ressources en Afrique de l'Ouest. A travers cette aspiration institutionnelle, nous avons acquis le soutien de la **Fondation Ford** pour mettre en œuvre un projet de deux ans (2018-2020) visant à favoriser une distribution juste et équitable des revenus générés par le secteur minier et pétrolier au Sénégal.

Ce projet a été gratifiant en raison de sa contribution aux fonctions de surveillance des institutions étatiques au Sénégal. Par exemple, nos apports techniques ont été sollicités par le gouvernement pour participer à l'élaboration et à l'adoption du code pétrolier et de la politique de contenu local qui ont ensuite été votés par l'Assemblée nationale. Le Gorée Institut a également réussi à mettre en place un cadre de dialogue multipartite réunissant les principales parties prenantes et les acteurs opérationnels du secteur des ressources minérales, notamment le ministère du pétrole et de l'énergie, le ministère des mines et de la géologie, le Conseil économique, social et environnemental, l'ITIE, la société civile, le secteur privé, les parlementaires, les chercheurs et les universitaires. Grâce à ces organisations et acteurs, nous avons pu promouvoir une réflexion multipartite pour une gouvernance responsable des ressources générées par le pétrole et le gaz au Sénégal.





Cette expérience, les leçons apprises et les meilleures pratiques documentées nous ont incités à solliciter un soutien supplémentaire de la Fondation Ford afin d'offrir des moyens plus innovants d'étendre cette expérience et les leçons apprises du Sénégal à d'autres pays à différents stades de la gestion des ressources naturelles. Ce soutien supplémentaire de deux ans de la Fondation Ford (2022-2024) est une extension du projet mis en œuvre avec succès au Sénégal. Dans le cadre des principaux résultats attendus de ce projet, il existe (1) **une recherche-action comparative croisée sur les défis de la gouvernance des ressources naturelles dans les pays cible, à savoir : Ghana, Nigéria, Sierra Leone, Guinée-Conakry, Côte d'Ivoire et Sénégal à différents stades de la gestion des ressources naturelles** ; (2) **un examen des réglementations et des politiques en matière de ressources naturelles afin de déterminer le renforcement et les lacunes des politiques et des réglementations dans le secteur extractif** dans les pays cible en vue de leur réactivité aux besoins, intérêts et attentes des citoyens dans la perspective du partage des ressources ;

et (3) **l'exercice de cartographie des parties prenantes visant à identifier, classer et analyser les besoins, intérêts et attentes des parties prenantes et des acteurs opérationnels** en particulier ceux qui sont directement impliqués dans la distribution juste, équitable et transparente des revenus du secteur extractif.

La recherche-action comparative croisée a pour but de mettre en évidence les leçons et les questions qui émergent des expériences de gouvernance des ressources naturelles et des modèles de meilleures pratiques d'autres pays d'Afrique, afin de contribuer à une meilleure gestion des ressources naturelles dans d'autres États d'Afrique de l'Ouest. En outre, étant donné l'intérêt croissant pour la formulation de politiques et le cadre juridique des contenus locaux basés sur l'évidence, il est tout aussi justifié d'examiner les politiques et la législation existantes, et également d'explorer les perceptions de leur réactivité au partage des ressources dans différents pays. En fin de compte, nous pensons que de telles études auront contribué à générer des suggestions pratiques pour les pays confrontés à des défis similaires.





La force et la confiance institutionnelles pour s'aventurer sur un territoire de gouvernance des ressources naturelles ont été acquises grâce à un soutien antérieur de l'Agence suédoise de développement international (SIDA), qui a conduit à une recherche-action (2013-2015) sur le thème "Poor Natural Resource Governance" ciblant les pays du bassin du fleuve Mano en Afrique de l'Ouest à savoir : Sierra Leone, Guinée-Conakry, Liberia et Côte d'Ivoire. Cette étude a révélé des défis complexes, notamment le manque de connaissances et d'exemples de bonnes pratiques dans la gestion des ressources naturelles d'un point de vue africain. Les résultats de l'étude ont révélé le manque de transparence et de responsabilité dans le partage des richesses, menaçant ainsi la récurrence de la stabilité politique dans des pays qui ont déjà connu des décennies de conflits, tandis que les pays qui ont récemment commencé à bénéficier du pétrole et du gaz, notamment le Sénégal et le Ghana, ont également commencé à connaître des défis de gouvernance des ressources naturelles et des menaces pour la sécurité humaine.

Il est apparu que les ressources naturelles ne semblent pas être des facteurs immédiats de changement de jeu ou des facteurs économiques fiables dans certains de ces pays, tandis que leur mauvaise utilisation continue d'influencer des heurts négatifs entre les parties prenantes dans de nombreuses sociétés d'Afrique de l'Ouest. Les résultats ont donc justifié la nécessité d'aborder le problème de manière durable par le biais d'un processus axé sur le partenariat et des collaborations multipartites qui rassembleront les acteurs régionaux et internationaux pour réfléchir et trouver des solutions durables aux défis de la gouvernance des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest.

